

ANALYSE DE L'OFFRE DE L'EDUCATION

L'éducation des enfants à travers un système formel est devenue au fil des temps un besoin pour la famille. L'offre peut parvenir d'entité privée, dont notamment les organisations confessionnelles, mais l'Etat reste le principal acteur notamment dans l'éducation fondamentale, en particulier, les programmes d'enseignement pour l'ensemble du système public et privé sont conçus et publiés par l'Etat. Ce chapitre analyse le cas de l'offre publique d'éducation en milieu rural notamment, en matière d'infrastructure et équipement, de personnel enseignant, d'approche pédagogique et d'appui aux parents.

Pour apprécier la qualité de l'offre, de comparaison avec des niveaux de référence sera effectuée. Certaines références peuvent être définies d'une manière précises ; c'est le cas des indicateurs comme les distances à parcourir par les élèves, pour atteindre l'école, du ratio élèves/maître, du nombre de manuel par élève. D'autres feront l'objet d'appréciation à travers les conclusions tirées de la revue de littérature : cas de calendrier scolaire, approches pédagogiques, appui aux parents d'élèves.

1. Infrastructures et Equipements

L'Etat met en œuvre beaucoup de moyens pour la mise en œuvre de sa politique. Dans le secteur de l'éducation, ces moyens se traduisent en premier lieu par la construction d'infrastructures scolaires et le déploiement de personnel enseignant.

1.1. Etablissement Scolaire

La construction des écoles dans les zones rurales est une condition nécessaire afin de permettre à la scolarisation des élèves. L'Etat malgache à travers ses politiques a favorisé la construction des écoles dans les zones rurales.

Dans le cadre du DSRP, l'Etat s'est engagé à la construction et l'équipement de nouvelles salles de classe dans les zones rurales, à raison de 2300 salles par an, pour les écoles primaires. La construction et l'équipement des salles de classe dans le premier cycle fondamental ainsi que la multiplication des écoles à cycle complet constituent ses actions principales en termes d'infrastructures scolaires. Avec l'appui de ses partenaires, le gouvernement malgache a pu construire 1 994 salles de classe, a réhabilité 357 salles de classes de 2003 à 2006 (EPT 2008).

Avec l'adoption du MAP à partir de 2007, l'Etat a renforcé ses actions en visant à augmenter les capacités d'accueil des écoles, en particulier dans les zones vulnérables, à travers le développement des infrastructures scolaires. En 2013-2015 dans le cadre du PIE, l'amélioration de l'offre par un programme de construction et d'équipement de nouvelles infrastructures est au cœur de la politique éducative de l'Etat.

Ainsi le nombre d'établissements scolaires a fortement augmenté en milieu rural durant la période étudiée. Les Tableaux 4 et 5 présentent respectivement pour l'enseignement primaire et pour le secondaire du premier cycle l'évolution du nombre d'établissement scolaire. Pour de raisons de disponibilités de données statistiques, le milieu urbain considéré dans les tableaux renferme uniquement les six chefs-lieux de province ainsi que la ville d'Antsirabe.

Tableau 4. Nombre d'Ecole Primaires Publiques par Province en Milieu Rural et en Milieu Urbaine en 2003-2004, 2007-2008 et 2014-2015

Province	Milieu Rural			Milieu Urbain		
	2003-2004	2007-2008	2014-2015	2003-2004	2007-2008	2014-2015
Antananarivo	2869	3296	3873	137	141	142
Antsiranana	1194	1581	1997	16	17	17
Fianarantsoa	4144	4866	6112	27	27	31
Mahajanga	2168	2781	3761	13	14	15
Toamasina	2979	3475	4166	24	26	24
Toliara	1821	2474	3642	20	20	20
Madagascar	15175	18473	23551	237	245	249

Sources : établi à partir des Annuaires Statistiques du Ministère de l'Education Nationale

La politique de l'Etat à travers la construction des établissements scolaires a considérablement affecté le milieu rural. Par rapport au milieu urbain, les établissements du primaire en milieu rural a connu une forte hausse, de l'ordre 55% entre les années scolaires 2003-2004 et 2014-2015 contre seulement 5 % d'augmentation pour les établissements urbains. Ce sont surtout les régions les plus défavorisées comme la province de Tuléar qui ont bénéficié de ces augmentations.

Tableau 5. Nombre de Collèges Publiques par Province en Milieu Rural et en Milieu Urbaine en 2003-2004, 2007-2008 et 20014-2015

Province	Milieu Rural			Milieu Urbain		
	2003-2004	2007-2008	2014-2015	2003-2004	2007-2008	2014-2015
Antananarivo	206	288	518	20	20	20
Antsiranana	61	91	175	2	2	4
Fianarantsoa	187	280	608	5	5	7
Mahajanga	99	131	290	5	5	6
Toamasina	133	185	414	3	5	7
Toliara	90	117	215	6	7	7
Madagascar	776	1092	2220	41	44	51

Sources : établi à partir des Annuaires Statistiques du Ministère de l'Education Nationale

L'augmentation est encore plus nette dans le premier cycle du secondaire avec un taux de 186% en milieu rural et de 24 % en milieu urbain. Les collèges dans le milieu rural ont fortement augmenté par rapport au milieu urbain de 2003 à 2015.

En effet, les politiques de l'Etat sur la construction des écoles ont bel et bien favorisé le milieu rural tant au niveau des écoles primaires publics que les collèges. L'offre de l'éducation à Madagascar en terme de construction des écoles a nettement affecté le milieu rural. La politique de l'Etat de ce fait est en bonne marche vers la reconstruction des écoles en milieu rural.

Par ailleurs, la construction des écoles de proximité est nécessaire pour répondre aux besoins de la population. Des écoles de proximité au plus, une distance parcourue de 2km par rapport au lieu de résidence est idéale afin que tous les élèves puissent être scolarisés. Pour Madagascar, la norme de 2km au plus pour les élèves n'est pas encore atteinte en milieu rural comme l'indique le tableau ci-après mais des nettes améliorations ont été constatées durant les années 2003 à 2015.

Le problème de l'école de proximité constitue un problème fondamental en milieu rural. Contrairement au milieu urbain, les élèves en milieu rural ont besoin de parcourir quelques kilomètres à pied pour pouvoir rejoindre l'école. Grâce à l'extension du réseau d'établissements scolaires, la distance parcourue par les élèves pour rejoindre l'école en milieu rural a diminué comme le montre le Tableau 6.

Tableau 6. Rayons Moyens d'Action des écoles Primaires Publiques par Province en Milieu Rural et en Milieu Urbaine en 2003-2004, 2007-2008 et 2014-2015 (km)

Province	Milieu Rural			Milieu Urbain		
	2003-2004	2007-2008	2014-2015	2003-2004	2007-2008	2014-2015
Antananarivo	2.64	2.46	2.27	0.73	0.72	0.72
Antsiranana	3.46	3.00	2.67	0.91	0.89	0.89
Fianarantsoa	2.74	2.53	2.26	1.01	1.01	0.95
Mahajanga	4.61	4.07	3.50	0.59	0.56	0.55
Toamasina	2.87	2.66	2.43	0.52	0.49	0.52
Toliara	5.28	4.53	3.73	0.50	0.50	0.50
Madagascar	3.51	3.18	2.82	0.74	0.73	0.73

Sources : établi à partir des Annuaires Statistiques du Ministère de l'Education Nationale

Pour pouvoir rejoindre les écoles publiques, en général pour l'ensemble du pays en milieu rural, les élèves ont besoin de marcher 3,51 km en 2003, mais cette distance s'est améliorée en passant de 3,18 en 2008 et pour arriver à 2,82 en 2015. Dans les régions telles que Mahajanga et Toliara, la distance de l'école de zone d'habitation est encore un peu loin de 2km malgré les améliorations. Les provinces rurales d'Antananarivo et Fianarantsoa ont presque arrivé à avoir la distance de 2km des écoles par rapport au lieu d'habitation. Par rapport au milieu urbain, la distance parcourue par les élèves pour rejoindre l'école s'est beaucoup améliorée.

De ce fait, par rapport à la norme de 2km au plus de distance entre les écoles et la zone d'habitation, des efforts ont été entrepris pour la construction des écoles de proximité dans les zones rurales de 2003 à 2015. Pourtant, actuellement la norme n'est pas encore atteinte, mais les enfants ont besoin de parcourir 2,82 km sur l'ensemble pour rejoindre les écoles. Beaucoup reste à faire sur la construction des écoles de proximité primaire dans les zones rurales. Le rayon moyen d'action d'une école s'est amélioré de 700 mètres en une dizaine d'années dans le milieu rural. Néanmoins, les chiffres

dépassent encore le seuil optimal de l'ordre de 2km considéré comme tolérable pour inciter les familles à envoyer leurs enfants à l'école primaire.

1.2. Manuel Scolaire

Les manuels scolaires occupent une place fondamentale pour la compréhension de l'enseignement notamment en milieu rural. La disposition des manuels scolaires suffisants à raison de 1 manuel par élève est nécessaire pour mieux faciliter l'apprentissage.

Le ratio élève par manuel à Madagascar peut être représenté par le tableau ci-après, il y plusieurs manuels scolaires mais les nouveaux manuels seront examinés ci-après :

Tableau 7. Ratio Elèves/Manuel par Province en Milieu Rural et en Milieu Urbaine en 20014-2015

Province	Milieu Rural				Milieu Urbain			
	Nouveau manuel de français	Nouveau manuel de calcul	Nouveau manuel de géographie	Nouveau manuel de histoire	Nouveau manuel de français	Nouveau manuel de calcul	Nouveau manuel de géographie	Nouveau manuel de histoire
Antananarivo	3,11	3,03	3,18	129,36	2,79	2,76	2,73	365,23
Antsiranana	6,73	5,51	6,17	205,83	6,69	4,39	5,45	930,14
Fianarantsoa*	5,02	4,69	5,17	100,16	nd	nd	nd	nd
Mahajanga	6,34	5,43	5,82	134,43	11,56	5,87	5,30	80,46
Toamasina	3,38	3,23	3,43	107,50	3,36	3,22	3,42	108,24
Toliara	11,18	10,11	10,11	171,49	6,90	3,53	3,92	nd
Madagascar	4,22	3,96	4,23	118,36	3,42	3,25	3,44	115,20

* Ensemble milieu urbain- milieu rural (pour Fianarantsoa, les données de l'Annuaire Statistique 20014-2015 ne permettent pas une ventilation milieu urbain-milieu rural)
nd = données non disponibles

Pour l'ensemble du pays, concernant les nouveaux manuels, le français, le calcul, la géographie et l'histoire ont été pris en compte. L'insuffisance des manuels d'histoires a été constatée pour l'ensemble du pays notamment pour le milieu rural. Les nombres des manuels d'histoire sont considérablement insuffisants à raison de 1 livre pour 118 élèves. Pour les nouveaux manuels de français, de calcul ainsi que la géographie, en moyenne 1 livre est destiné pour 4 élèves. Les provinces d'Antananarivo et de Toamasina présentent les meilleurs ratios dont 1 manuel pour 3 élèves. Même les

meilleurs résultats en termes de ratio en milieu rural ne peuvent cependant atteindre 1 manuel par élève. Actuellement en ce qui concerne la dotation des manuels pédagogiques, l'offre de l'éducation en milieu rural reste cependant très loin d'atteindre le niveau minimum.

2. Enseignant

Les enseignants occupent une place très importante dans la transmission des connaissances notamment en zones rurales.

2.2. Effectif

L'ouverture des nouveaux établissements scolaires requiert l'affectation d'enseignant. Par ailleurs, l'augmentation de l'effectif des élèves, suite à l'accroissement naturel de la population requiert également des enseignants supplémentaires. Ainsi, les besoins en enseignant augmentent régulièrement. L'évolution de l'effectif des enseignants au niveau des établissements scolaires du primaire est donnée par le tableau qui suit.

Tableau 8. Effectif des Enseignants des Ecoles Publiques par Province en Milieu Rural et en Milieu Urbaine en 2003-2004, 2007-2008 et 20014-2015

Province	Milieu Rural			Milieu Urbain		
	2003-2004	2007-2008	2014-2015	2003-2004	2007-2008	2014-2015
Antananarivo	9 559	13152	15336	1670	1630	1444
Antsiranana	3 144	5152	7411	121	106	138
Fianarantsoa	12 132	15968	22440	410	342	337
Mahajanga	5 648	8332	11737	186	202	216
Toamasina	8 341	12305	15658	349	380	340
Toliara	5 498	7120	13604	257	272	268
Madagascar	44 322	62029	86186	2 993	2932	2743

Sources : établi à partir des Annuaires Statistiques du Ministère de l'Education Nationale

En milieu rural, le personnel enseignant a connu entre 2003-2004 et 2014-2015 une augmentation allant de 60% (province d'Antananarivo) à 147% (province de Toliara) avec une moyenne

de 94% pour l'ensemble du pays. Cette intensité d'augmentation est plus élevée que celle des établissements scolaires. De plus, elle contraste avec le cas du milieu urbain où l'effectif d'enseignant a connu une diminution. En 10 ans, le nombre des enseignants en milieu rural a presque doublé pour l'ensemble du pays.

La politique éducative malgache a favorisé le recrutement des enseignants en milieu rural par rapport au milieu urbain. En effet un nombre suffisant d'enseignants est nécessaire en milieu rural pour permettre aux élèves de bénéficier des enseignements. Le ratio 40 élèves par maître est considéré comme l'indicateur se rapportant à l'effectif des enseignants. Ce recrutement des enseignants a ainsi permis d'améliorer le ratio élève maître dans le milieu rural, comme rapporté dans le tableau suivant.

Tableau 9. Ratio Elèves-Maîtres dans l'Enseignement Primaires par Province en Milieu Rural et en Milieu Urbaine en 2003-2004, 2007-2008 et 2014-2015

Province	Milieu Rural			Milieu Urbain		
	2003-2004	2007-2008	2014-2015	2003-2004	2007-2008	2014-2015
Antananarivo	59	46	41	37	51	49
Antsiranana	72	60	45	47	58	47
Fianarantsoa	53	48	45	42	50	52
Mahajanga	60	51	43	53	57	56
Toamasina	65	51	41	54	50	46
Toliara	51	53	47	52	48	56
Madagascar	58	50	43	42	51	50

Sources : établi à partir des Annuaires Statistiques du Ministère de l'Education Nationale

Le recrutement des enseignants par l'Etat à partir de 2003 jusqu'en 2015 a permis d'améliorer le ratio élève maître dans les zones rurales. Le ratio élève maître a connu une forte amélioration durant les 10 dernières années. En fait, pour l'ensemble du pays il est passé de 58 élèves

par maître à 43 élèves par maître. Malgré cette forte amélioration le ratio 40 élève par maître n'est pas encore atteint mais l'offre éducative malgache en terme de ratio élève maître se rapproche de l'indicateur.

Les provinces rurales d'Antananarivo et Toamasina ont presque atteint la norme de 40 élèves par maître. Pour Toliara, Antsiranana et Fianarantsoa, le ratio a beaucoup progressé mais ces provinces se trouvent en dernière place en termes de ratio par rapport aux autres provinces de Madagascar.

Les politiques éducatives ont favorisé le recrutement des enseignants en milieu rural ce qui entraîne une amélioration de ratio élève maître. Néanmoins, en milieu rural, on constate l'existence des classes multigrades. De ce fait, les enseignants enseignent en même temps deux classes différentes, ce qui réduit le temps affecté à l'encadrement des élèves. Ainsi, le bon ratio observé ne reflète pas nécessairement une bonne qualité de l'encadrement.

2.3. Formation

Pour une qualité convenable des services de l'éducation, il est important que les enseignants sont qualifiés, c'est-à-dire ayant reçu des formations pédagogiques. Pour Madagascar, les EF généralement des sortants des écoles normales peuvent être considérés comme des enseignants qualifiés. Par contre, les ENF sont souvent des enseignants recrutés par les associations des parents en milieu rural et n'ayant pas reçu des formations pédagogiques. Selon le document d'évaluation de l'EPT (EPT 2015), l'encadrement pédagogique des ENF se révèle très défaillant. Seuls les enseignants fonctionnaires ont bénéficié d'une formation initiale et la plupart des ENF n'ont pas suivi de formation. D'ailleurs, leurs qualifications sont très faibles (89% des maîtres FRAM n'ont pas de diplôme pédagogique dans le public selon l'EPT 2015). La proportion des enseignants qualifiés en milieu rural peut-être observée à partir du Tableau 10 ci-dessous.

Pour l'ensemble du pays, les enseignants qualifiés ne cessent de diminuer au fil de ces 10 dernières années. En ce qui concerne particulièrement le milieu rural, le nombre des enseignants qualifiés s'est totalement diminué de 2003 à 2015. Leur proportion ne cesse de réduire, en fait, si en 2003, les enseignants qualifiés représentent 60,75% des enseignants en milieu rural, actuellement ils ne forment que 23,06% des enseignants.

Tableau 10. Proportion d'Enseignant Fonctionnaire dans l'Enseignement Primaires par Province en Milieu Rural et en Milieu Urbaine en 2003-2004, 2007-2008 et 20014-2015 (%)

Province	Milieu Rural			Milieu Urbain		
	2003-2004	2007-2008	2014-2015	2003-2004	2007-2008	2014-2015
Antananarivo	59.95	43.75	25.55	91.80	74.36	67.11
Antsiranana	55.47	36.98	28.23	84.30	70.75	81.88
Fianarantsoa	61.36	43.70	22.21	87.80	92.11	60.83
Mahajanga	60.02	38.03	21.48	97.31	91.58	68.06
Toamasina	62.40	42.57	28.02	98.28	80.00	65.29
Toliara	62.04	44.68	14.50	99.22	66.18	27.99
Madagascar	60.75	42.28	23.06	92.68	77.46	63.11

Sources : établi à partir des Annuaires Statistiques du Ministère de l'Education Nationale

Les enseignants en milieu rural ne cessent de s'augmenter durant les 10 dernières années alors que les enseignants qualifiés ont connu une forte diminution. Les enseignants en milieu rural sont de ce fait des enseignants non qualifiés n'ayant reçu aucune formation. L'Etat malgache à travers ses politiques a favorisé le recrutement des enseignants non fonctionnaires ou également non qualifiés en milieu rural.

Une offre de l'éducation adaptée en milieu rural implique une formation des enseignants en milieu rural. L'offre de l'éducation à Madagascar est encore loin de satisfaire les besoins du milieu rural en termes de formation des enseignants.

Les phénomènes sont très critiques dans le milieu rural malgache où le nombre des enseignants qualifiés ne cessent de diminuer au fil du temps. Pour les provinces de Toamasina et Fianarantsoa, les enseignants qualifiés dans le milieu rural ne représentent respectivement que 28,02 et 28,23 des enseignants alors que ces deux provinces tiennent la première place dans l'existence des enseignants qualifiés en milieu rural.

L'offre de l'éducation à Madagascar en matière de formation des enseignants dont l'idéale est que tous les enseignants sont qualifiés est encore loin d'atteindre ce but. Les formations des enseignants en milieu rural ne cessent de se détériorer au fil des années.

2.4. Formation Spécifique

En milieu rural, il est nécessaire que les enseignants à part la formation pédagogique puisse bénéficier d'une formation spécifique notamment une formation agricole pour la bonne réussite des élèves en milieu rural. A Madagascar, il n'existe pas de formation spécifique pour les enseignants qui vont enseigner en milieu rural. La formation des enseignants primaires est orientée vers l'éducation en générale. Parmi les modules dans la formation des enseignants dans les enseignements primaires figurent : le français, l'anglais, le malagasy, la science, la méthodologie pédagogique, la technologie des informations, les sciences, l'arithmétique (JICA 2015).

La formation spécifique des enseignements qui vont en milieu rural n'existe pas à Madagascar mais la formation est orientée en grande partie vers la formation des enseignements de l'éducation en générale.

En ce qui concerne les incitations d'ordre financière pour motiver les enseignants qualifiés à travailler en milieu rural, la politique de l'Etat malgache a mis en place des dispositions telles que les primes obtenues par les enseignants fonctionnaires qui travaillent à la campagne.

3. Approche Pédagogique

La qualité de l'offre d'éducation ne concerne pas seulement les moyens matériels et humains. L'aspect pédagogique, bien que moins directement observable constitue également un élément essentiel.

3.1. Approche Utilisée dans l'Enseignement

La contextualisation de l'enseignement est considérée comme une approche adaptée en milieu rural. Pour Madagascar, la pédagogie par objectifs (PPO) axée sur la maîtrise des manuels s'est imposée en 1995 mais l'approche par compétences (APC) a été introduite en 2003. En 2008, de pair à la réforme du système éducatif, l'approche par situations (APS) qui est une forme d'approche par compétence répondant au besoin de chaque enfant a été expérimentée dans 20 Circonscriptions scolaires

(CISCO) mais l'application a été interrompue suite à la crise de 2009 et l'approche utilisée reste actuellement l'APC (JICA 2015).

L'APC : met l'accent sur ce que l'élève doit maîtriser à la fin de chaque année scolaire, et en fin de scolarité obligatoire, plutôt que sur ce que l'enseignant(e) doit enseigner. Cette approche veut donner du sens aux apprentissages, en apprenant à l'élève à situer continuellement les apprentissages par rapport à des situations qui ont du sens pour lui, et à utiliser ses acquis dans ces situations. Le fondement de la méthode réside donc dans la prise en compte des besoins de l'élève qui est le centre de la vie scolaire. En fait, l'APC qui est centré sur l'enfant donne plus de sens sur l'enseignement aux élèves. L'APC prend également l'environnement des apprenants et dans sa démarche des activités liées aux pratiques scolaires.

Par ailleurs, l'Etat a effectué des formations des enseignants dans l'introduction des nouvelles approches. Des actions décentralisées de formation des enseignants en ateliers actifs ont été réalisées dans les 111 CISCO, touchant plus de 7 000 enseignants sur les nouveaux manuels et l'introduction de l'APC. Les résultats convergent pour montrer que les élèves bénéficiant de l'APC tendent à avoir des résultats aux tests meilleurs que les élèves n'en bénéficiant pas. Quant aux outils APC, pour l'année scolaire 2005-2006, plus de 16 millions outils APC ont été imprimés comprenant 94 000 curriculums pour les cinq années du primaire, 392 500 guides d'intégration et plus de 16,7 millions cahiers de situation (EPT 2008).

En matière d'approche pédagogique dans l'enseignement, l'offre de l'éducation répond au milieu rural. Cependant, la faible des qualifications des enseignants dans ce milieu peut constituer un obstacle à la bonne pratique des méthodes approches utilisées dans l'enseignement, malgré les formations dispensées.

3.2. Langue d'Enseignement

En milieu rural, les élèves ainsi que les enseignants non fonctionnaires ne maîtrisent pas souvent la langue maternelle. De ce fait, l'utilisation des langues nationales en tant que langue d'enseignement en primaire est considérée comme une bonne pratique en milieu rural.

Pour Madagascar, sous la Deuxième République, on a assisté à une malgachisation de l'enseignement. Lors, de la Troisième République, le français redevient la langue de l'enseignement et le Malagasy en tant que langue d'enseignement dans les deux premières années du primaire. La nouvelle Loi d'Orientation de l'Education adoptée en 2008 rétablit le malgache comme langue d'enseignement pour les cinq premières années du primaire et le français comme langue enseignée dès la 1ère année du primaire, l'Anglais sera également introduit à partir de la quatrième année d'étude et sera renforcé dans les 6^{ème} et 7^{ème} années du primaire. Avec la crise de 2009, la réforme de 2008 a été interrompue et le français a été repris comme langue d'enseignement en primaire et le Malagasy a été introduite comme langue d'enseignement pour les deux premières années du primaire. Actuellement, le PSE pour l'année scolaire de 2017-2021 est en cours de consultation dont la langue d'enseignement utilisée dans l'enseignement primaire figure parmi les grands débats.

Par rapport à l'adoption de langue nationale en tant que langue d'enseignement dans l'enseignement primaire, Madagascar a adopté la langue nationale seulement pour les deux premières années du primaire. De ce fait, en matière de langue d'enseignement, le pays a utilisé la langue nationale et la langue maternelle. La question de l'utilisation de langue d'enseignement nationale pour le primaire n'est pas encore appliquée malgré les reformes de 2008 qui a envisagé d'utiliser le Malagasy en tant que langue d'enseignement.

3.3. Calendrier Scolaire

Il est nécessaire que les calendriers scolaires soient ajustés avec les calendriers agricoles en milieu rural. En générale, les périodes de pointe des activités agricoles notamment le riz à Madagascar couvrent la période de pluie de novembre à janvier où les enfants doivent aider les parents dans le travail des champs. De ce fait, ces périodes doivent être les périodes de vacance adaptée en milieu rural. Pourtant à Madagascar, la rentrée scolaire débute le mois de septembre et la période de grande vacances s'étale sur les mois de juillet et août. Le calendrier scolaire malgache de ce fait n'est pas adaptée au calendrier agricole du milieu rural.

La question de calendrier scolaire est actuellement en cours de discussions, le Ministère envisage de réviser la rentrée scolaire afin que les grandes vacances puissent coïncider avec les périodes de soudure. Le pays est ainsi conscient de l'importance de l'enjeu du calendrier scolaire en milieu rural.

4. Appui aux Familles

En raison de l'ampleur de la pauvreté en milieu rural. L'appui aux familles constitue un élément important de l'offre d'éducation dans ce milieu.

4.1. Allègement des Charges Parentales

Le gouvernement malgache à travers ses différentes politiques a mis en œuvre l'allègement des charges parentales par le biais de la suppression des frais de scolarité pour les enseignements primaires mais également la dotation des kits scolaires. Ces actions figurent dans la politique de l'Etat en termes d'éducation que ce soit le DSRP, le MAP, le PND. De plus, la constitution de la République de Madagascar stipule dans l'article 24 que l'Etat organise un enseignement public gratuit accessible à tous (JICA 2015).

La suppression des frais de scolarité a été introduite à partir de 2002 et des kits scolaires ont été distribués pour tous les élèves de l'enseignement primaire en 2003. A partir de 2004, plusieurs kits scolaires sont distribués pour les nouveaux entrants du primaire. Plus de 900 000 kits scolaires ont été distribués chaque année pour les nouveaux entrants depuis 2005 jusqu'en 2008 : 894 531 en 2005-2006, 950 000 kits en 2006-2007, 1 409 890 en 2008-2009. Elle a été reprise en 2012 et la distribution a été étendue à tous les élèves de première année au cinquième du primaire : 2 307 080 en 2012-2013, 3 610 521 en 2013-2014 et 4 120 686 en 2014-2015 dans le cadre du PIE (EPT 2015).

Auparavant, les ENF sont essentiellement pris en charge par les FRAM qui les recrutent. L'Etat a commencé à subventionner progressivement ces enseignants depuis 2004. Ces subventions des ENF permettent d'alléger les charges parentales. Les subventions allouées aux ENF constituent un moyen important pour assurer la présence d'enseignants locaux dans des zones où les enseignants fonctionnaires refusent souvent de s'implanter. La subvention mensuelle est passée de 30 000 Ar pendant 7 mois en 2004 à 100 000Ar pendant 12 mois en 2010 à 110 000 Ar pendant 12 mois également en 2012. Des programmes de recrutement des enseignants FRAM comme agent de l'Etat ont été prévus à partir de 2014 (EPT 2015).

L'Etat malgache par ses politiques a bel et bien compris le rôle de l'allègement des charges parentales qui figure parmi les conditions d'offre adaptée en milieu rural mais les actions doivent-être renforcées.

4.2. Cantine Scolaire

La mise en place des cantines scolaires en milieu rural constitue une source de motivation pour les élèves en milieu rural d'où son importance. Le Gouvernement Malgache à partir de 2002 a mis en œuvre l'élaboration des cantines scolaires. Elles ont été renforcées par les diverses politiques qui se sont succédées. Madagascar avec ses différentes partenaires tels que le Programme d'Alimentation Mondiale a mis en évidence l'élaboration des cantines scolaires pour les enfants dans les zones réellement pauvres.

Environ 164 500 élèves de 895 écoles de 11 CISCO dont 5 en sévère insécurité alimentaire : Ambovombe, Tsihombe, Beloha, Bekily, Ampanihy dans 03 DREN à savoir, Atsimo Andrefana, Androy et Anosy bénéficient d'un repas subventionné, pendant 175 jours de l'année scolaire avec la collaboration du Programme d'Alimentation Mondiale bénéficiant de l'appui alimentaire en 2010. En parallèle on procède au déparasitage et supplémentassions en Fer et acide Folique des élèves. En 2010, 480 élèves âgés de 6 à 14 ans de 5 écoles à Cantine de la Région d'Androy, CISCO de Tsihombe bénéficient en plus d'une action pilote sur la fortification des repas en micronutriments. L'action est étendue aux 11 CISCO depuis 2011. A partir de 2010, un Concours "Écoles à Cantine Modèles" a été effectué au niveau des zones vulnérables du Sud pour pérenniser les cantines scolaires (EPT 2015). En 2016, 291 965 élèves issus de 1208 établissements scolaires publics et privés ont pu bénéficier des cantines scolaires (Midi Madagasikara).

Les politiques éducatives à Madagascar ont priorisé la mise en œuvre des cantines scolaires dans le pays. Plusieurs actions ont été effectuées mais elles ne couvrent pas la totalité des zones rurales dans le pays. Seuls quelques établissements puissent bénéficier de ces cantines scolaires.

*

* * *

Différentes activités ont été effectuées dans le cadre de l'amélioration de l'offre de l'éducation ces dix dernières années dans le milieu rural. Les résultats sont plus ou moins satisfaisants :

(i) en matière d'infrastructures et équipements :

- la multiplication de construction d'établissements scolaires a réduit le rayon moyen d'action d'une école en milieu rural de 3,5km à 2,8km ; mais ceci est encore supérieur à la distance de référence estimée à 2km ;

- 1 manuel par élève par matière est requise pour l'enseignement, en 2014-2015, la situation est encore loin de l'idéal, de l'ordre de 1 manuel pour 4 élèves (en ville, le chiffre est de 1 manuel pour 3 élèves) ;

(ii) en matière d'enseignants :

- le ratio élève/maître en milieu rural s'est beaucoup amélioré, passant de 58 à 43 (en ville, c'est l'inverse : de 42 à 50) et se rapproche de la norme de 40 élèves/maître ;

- la proportion d'enseignants qualifiés s'est dégradée davantage, passant de 61 à 23 % (en ville le chiffre est passé de 92 à 63 %) ;

- pratiquement, aucune formation spécifique pour assurer l'éducation dans le milieu rural n'a été programmée ;

-des incitations d'ordre financière pour motiver les enseignants à travailler en milieu rural sont effectuées à travers les primes d'éloignement qui favorisent les enseignants affectés loin des centres urbains ;

(iii) en matière d'approche pédagogique :

- l'approche pédagogique basée l'APC, adopté dans le pays favorise la contextualisation de l'enseignement ;

-l'utilisation des langues nationales en tant que langue d'enseignements est limitée encore dans les deux premières années du primaire ; toutefois, la réforme de 2008, repris récemment dans le PSE envisage l'extension sur l'ensemble du primaire ;

- le calendrier scolaire utilisé est pratiquement calcé sur celui de la France, qui se trouve dans l'hémisphère nord ; des modifications sont en cours d'étude pour l'adapter au contexte du pays

(iv) en matière d'appui aux familles :

- diverses actions ont été programmées pour l'allègement des charges : subventions des maîtres FRAM, distribution de kit scolaire, suppression de droit d'inscription ; mais la scolarisation de l'enfant reste encore relativement coûteuse pour les ménages ruraux en général ;

- des cantines scolaires ont été implantées mais, elles ne couvrent pas suffisamment les zones rurales qui en ont besoin.